

Synthèse

L'Union européenne a été construite dans un environnement géopolitique et économique qui n'a plus grand chose à voir avec celui d'aujourd'hui. Elle s'est progressivement adaptée, au prix d'une complexité et lourdeur croissantes.

On peut constater ce phénomène, notamment, sur son action en faveur du climat, et, plus particulièrement aujourd'hui sur les travaux européens en matière de neutralité carbone. On observera, tout d'abord, que cet objectif n'a de sens qu'au niveau de la planète, l'Union européenne ne représentant que 6 % des émissions de CO₂. Malgré cela, les trajectoires européennes successives pour atteindre cette neutralité sont de plus en plus ambitieuses, sans obtenir, pour autant, l'effet d'entraînement escompté auprès des pays tiers. Les efforts définis au niveau européen ne contribuent donc que peu à la neutralité planétaire globale.

L'objectif de neutralité carbone de l'Europe crée cependant un dommage collatéral en faussant la concurrence entre industries européennes et industries extra-européennes, ce qui pousse certaines industries, en particulier celles qui utilisent beaucoup d'énergie, à se délocaliser hors Europe. Les politiques mises en place pour pallier ce défaut de concurrence, tel le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), ne jouent que très imparfaitement leur rôle.

Le présent ouvrage montre pourquoi il conviendrait de revoir les objectifs de décarbonation au sein de l'Union européenne et comment les coupler à une politique industrielle européenne ambitieuse et souveraine.

A cette fin, il semble nécessaire de revoir en parallèle le fonctionnement de la Commission européenne, et cela sur plusieurs points :

- La spécificité des pays membres n'est que peu prise en compte, par exemple en ce qui concerne le mix énergétique.
- Les études d'impact ne jouent pas leur rôle, car l'expertise, pourtant bien réelle des industriels, est entre les mains de lobbies représentant des intérêts financiers. Elles sont, d'autre part, trop longues.

La France, quant à elle, doit pouvoir peser dans les décisions européennes, en particulier par une représentation française plus musclée.

Par ailleurs, l'industrie communautaire est souvent perçue comme l'une des causes majeures du réchauffement climatique, alors qu'elle contribue largement à l'innovation et au modèle social des pays européens.

Elle doit donc rester compétitive par rapport à ses concurrents internationaux. Or, trois menaces essentielles pèsent sur elle :

- La disparité des prix de l'énergie entre les pays, un prix élevé en Europe défavorisant nos industries, un prix bas freinant les investissements verts,
- La naïveté de l'Europe dans ses règlements et directives qui s'appliquent à l'industrie, alors que les industries hors Europe n'appliquent pas, par exemple, les règles de l'OMC,
- L'accumulation de normes.

L'enjeu pour l'Europe est donc de déployer un cadre politique et économique favorable à notre industrie et à sa transition. Parmi les politiques publiques, l'ouvrage analyse le Mécanisme

d'Ajustement Carbone aux Frontières, la stabilisation des prix de l'énergie, en particulier de l'électricité et la construction de son marché.

Ne nous trompons pas de combat, protéger l'industrie européenne, ce n'est pas mettre un frein à la nécessaire transition climatique, mais assurer que cette transition se fasse sans la fragiliser.

Enfin, la neutralité carbone ne pourra être atteinte uniquement par des développements technologiques. Si l'on veut parvenir à diminuer considérablement et rapidement notre impact sur le climat, il faut modifier en profondeur nos comportements. Il est important de se saisir de cette opportunité pour redéfinir le type de société que nous souhaitons, et changer nos habitudes de consommation, en mettant la sobriété au cœur des solutions.

Nous ne prôtons pas le déclinisme, mais une utilisation raisonnée des ressources qui intègre la préoccupation climatique.

Un deuxième changement de comportement important concerne la vision de l'industrie, puisqu'il est essentiel de redévelopper une industrialisation locale de certaines technologies stratégiques pour ne pas être entièrement dépendant d'autres pays, et, ainsi, continuer à avoir notre mot à dire (notamment sur la transition écologique).

Nous proposons de réinstaurer au sein de la société en Europe la fierté d'avoir un tissu industriel local. Cela ne veut pas dire industrialiser à tout va, mais garantir, a minima, que les projets industriels s'inscrivent dans une planification étatique cohérente avec la transition écologique et les neuf limites planétaires.